

## LES TENDANCES ET LES DÉBOUCHÉS

On a constaté qu'on s'éloignait des achats de technologie financés par le gouvernement au profit des solutions clés en main «non traditionnelles». Les ententes de type construction-exploitation-transfert (CET) connaissent une faveur toute particulière pour les projets municipaux d'infrastructure.

## LES TENDANCES ÉCONOMIQUES

### PROFIL DE SOCIÉTÉ

#### CINTEC ENVIRONNEMENT INC.

Cintec est une société de conseil en environnement de taille moyenne implantée à LaSalle, au Québec. Elle a pénétré le marché mexicain à la fin de 1993.

Cintec a concentré ses activités au Mexique exclusivement dans la gestion des BPC, même si elle s'intéresse également au traitement des sols contaminés. Son partenaire mexicain est *Perforac*, qui se spécialise également dans les déchets dangereux. Les deux entreprises fonctionnent dans le cadre d'une coentreprise. Cintec fournit la technologie et les compétences et, une fois le personnel complètement formé, *Perforac* assure les ventes, la commercialisation et l'expertise opérationnelle.

Récemment, Cintec a organisé une démonstration de sa technologie pour *Petróleos Mexicanos (PEMEX)*, la compagnie pétrolière nationale. Il a fallu procéder à des essais pour démontrer que la technologie de Cintec permettait de réduire le niveau de BPC jusqu'aux normes fixées par l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) de façon efficace en termes de coût.

Il a fallu pour cela engager des ressources importantes, y compris trois employés à temps plein (un ingénieur et deux techniciens) travaillant à Mexico. Un dirigeant de Cintec signale que si le partenariat a réussi, les parties ont dû revoir le temps que chacune consacrait au projet pour parvenir au résultat.

À la fin de décembre 1994, le gouvernement du Mexique a cessé de venir en aide au peso, qui était nettement surévalué. En une semaine, la devise avait perdu un tiers de sa valeur par rapport au dollar américain. Cela a entraîné une série de réactions connue au Mexique sous le nom de *la crisis*. Les dépenses gouvernementales ont été réduites, la taxe à la valeur ajoutée a été augmentée et toute une gamme d'autres politiques d'austérité ont été mises en place.

À la suite de cette crise, un grand nombre de programmes environnementaux financés par le gouvernement ont été suspendus. Cela s'applique, par exemple, au *Programa Nacional de Agua Potable para Zonas Rurales*, Programme national pour l'approvisionnement en eau dans les régions rurales, aux dépenses environnementales de la *Comisión Federal de Electricidad (CFE)*, Commission fédérale de l'électricité, et virtuellement à tous les projets environnementaux de *Petróleos Mexicanos (PEMEX)*, la compagnie pétrolière nationale. Aucun programme n'a été officiellement annulé mais l'absence de fonds est revenue à pratiquement geler l'activité du gouvernement dans ce domaine.

Par contre, la crise a contraint les organismes gouvernementaux, en particulier la *Comisión Nacional del Agua (CNA)*, Commission nationale de l'eau, à chercher des solutions de remplacement pour le financement. On a envisagé toute une variété de modèles de privatisation, et en particulier les réalisations du type construction-exploitation-transfert (CET), pour la réalisation des nouvelles installations. Le projet Aguascalientes, qui a été récemment privatisé, est considéré comme un modèle pour l'avenir. Un grand nombre d'installations existantes pourraient également faire l'objet de contrats d'exploitation et d'entretien (E&E).

À la suite de la dévaluation, la réglementation sur l'environnement a été appliquée avec moins de rigueur, en particulier par les petites entreprises et les municipalités. La *CNA* accorde maintenant jusqu'à 1997, au lieu de 1995, aux municipalités pour se conformer aux normes sur le traitement des eaux usées. Les petites entreprises se voient accorder encore une plus grande marge de manœuvre car l'application stricte de la réglementation environnementale pourrait entraîner des mises à pied.